

## <FR > Synthèse générale des débats préparatoires Manila'13 Thème n°2 « Les expériences de l'ESS dans les territoires »

**Constat : La globalisation économique et la mondialisation des échanges sociaux posent des problèmes inédits :**

Au quotidien, les individus ont perdu la maîtrise des choix qui déterminent leurs existences. Par choix et par nécessité, ils redécouvrent l'entraide directe et la coopération dans un monde dont les ressources sont limitées.

À l'échelle mondiale, les dégâts de la globalisation économique s'accumulent, menacent l'avenir des générations futures et la planète elle-même. Ni les Etats, ni les multinationales ne sont à même de définir des régulations appropriées et encore moins de les faire respecter.

Et il n'existe pas encore de force indépendante dans la société pour mettre en place et contrôler le respect de règles communes, démocratiquement validées.

### **1. Combiner deux exigences pour réussir à changer de cap**

Réaliser la justice sociale et économique pour tous reste la finalité ultime et la première exigence. Comprendre les interdépendances globales est devenu indispensable pour atteindre cette finalité. Car plus personne, où qu'il habite, n'est à l'abri des impacts des décisions ou de l'inaction d'autrui dans le monde globalisé. Pour changer de cap, il faut donc s'inscrire délibérément dans la transformation des grands enjeux planétaires. La prise du pouvoir d'état n'est pas la recette miracle. Le tandem Etat - Marché fait partie du problème à résoudre.

L'expérience apprend que Local et le Global sont interdépendants, mais c'est dans leur ancrage territorial que des réponses deviennent opérationnelles, à la fois très complexes et très concrètes.

### **2. Pour accélérer le changement d'échelles des solutions, mieux vaut partir de l'inventivité, de la réalité et des ressources plutôt que tout attendre des institutions.**

**En prenant leur vie en mains, des individus concrets ont créé les espaces collectifs nécessaires à leur organisation.** Ancrées dans les réalités, leurs démarches pour « faire pacte » sont locales. Des exemples en témoignent dans le monde entier. Mais que l'on ne s'y trompe pas, leurs intentions ne sont pas seulement réparatrices, elles sont dynamiques, reliées et transformatrices. Ces démarches citoyennes anticipent des modes d'organisation et des dispositifs institutionnels et s'inscrivent de plain pied dans le projet d'un développement soutenable.

**Mutualiser et communiquer les enseignements des pratiques renouvelle peu à peu les fondamentaux de l'action collective.** Ensemble, ces démarches accréditent la pertinence de formes économiques alternatives aux modèles étatique et capitaliste.

**Oui**, à côté de la gestion, soit par des droits de propriété individuels, soit par l'état, il peut exister un troisième cadre institutionnel efficace dans lequel des communautés ou des collectivités organisées peuvent gérer collectivement des biens communs.

**Oui**, ces réalisations renouvellent l'imaginaire collectif de ce qui est désirable - notamment pour la jeunesse - exemples à l'appui.

**Oui**, le dire et le faire sont indispensables l'un à l'autre pour changer de cap. La route sera longue...

### **3. Penser territorial-relié prépare la gouvernance démocratique du social, de l'économique et de l'écologique**

**Le territoire : base géographique de l'organisation des relations**

L'« économie-monde » ne porte pas le souci des territoires dans ses stratégies de développement exogène. Lorsque le profit n'est plus là, elle s'en va, laissant terres en friches et usines polluantes.

Les territoires administratifs et politiques restent globalement inscrits dans une géographie des pouvoirs hiérarchiques et sectoriels. Ceci explique les fortes résistances que rencontre l'approche territoriale des solutions. Nos sociétés n'y sont pas préparées. C'est un changement culturel.

**Définition partagée du territoire dans la mondialité : un acquis commun de 4 ans d'échanges** amorcés en 2007 pour préparer Lux'09 (4<sup>e</sup> rencontre du RIPESS) et poursuivis jusqu'à Manila'13, au sujet de « la participation démocratique et l'ancrage territorial de l'économie solidaire ».

*« Le terme a des significations différentes, selon les cultures et les langues. Pour nous le territoire est un système d'action, à base géographique, où s'organisent des relations sociales, culturelles, économiques :*

- *À la base, entre des habitants qui partagent des patrimoines, un vécu et les destinées d'un même espace hérité et en devenir (natifs, adoptifs, migrants, visiteurs...)* ;
- *À différentes échelles, entre des organisations aux fonctionnalités multiples (entreprises, collectivités, états, réseaux, d'entraide, filières etc.)* ;
- *Entre ces personnes et ces organisations avec un environnement biogéographique donné,*
- *Et enfin entre toutes ces composantes et des ensembles plus vastes (macro) ou plus petits (micro).*

*Ces relations territoriales (dont les bases locales"peuvent être différentes selon la nature de la relation interpersonnelle considérée) sont nécessairement ouvertes sur l'extérieur. Car, dans le monde d'aujourd'hui, les interdépendances se sont multipliées. La résolution de problèmes aussi concrets que l'habitat, l'alimentation, l'aménagement, les infrastructures, les services, l'emploi, l'usage raisonné des ressources naturelles, la répartition des moyens disponibles, etc. doivent tenir compte :*

- *des contraintes et des atouts d'une production et d'une distribution des biens et des services mondialisées ;*
- *des insuffisances actuelles de la gouvernance internationale pour gérer, de façon équitable et efficace, les ressources naturelles et culturelles (biens communs planétaires, valeurs partagées) et les flux de toute nature de façon appropriée à la diversité des situations (écosystèmes, métropoles surpeuplées, territoires fragilisés, etc.);*
- *et des nouvelles articulations et formes d'organisation (institutionnelles, économiques, sociales mais aussi transversales, financières, fiscales, techniques etc.) que la gouvernance territoriale doit créer ».*

### **L'ancrage territorial : une base concrète pour apprendre à gérer des biens communs et pour définir des responsabilités sociales partagées**

La conception classique de la propriété comme droit de l'individu acquiert une tout autre dimension si l'on prend conscience de l'existence d'un droit collectif sur les biens communs. Quelles sont les conséquences d'une redéfinition des terres comme biens communs? Qu'advient-il de l'espace public s'il n'est plus possible de le privatiser à volonté? Comment garantir l'accès aux biens communs, patrimoine de l'humanité? Les répartir équitablement, alors que les territoires sont inégalement dotés de ressources? Ces questions sont à la base des principes et des conditions d'exercice de responsabilités sociales partagées, à construire.

Oui, le débat de fond concernant les biens communs, tant au plan théorique, démocratique que territorialement opérationnel est le chantier sur lequel s'expérimente, dans les faits, l'ancrage de la citoyenneté mondiale.

### **L'appui institutionnel : un facteur externe déterminant**

Les gouvernements régionaux et nationaux ont un rôle à jouer pour pérenniser des solutions installées à l'usage. La tendance à imposer des règles uniformes ne stimule pas un développement en temps réel. Trop souvent, des localisations économiques s'imposent avec leur aval sans tenir compte des conditions de santé ou de sécurité des populations résidentes.

Dans des régimes corrompus, les problèmes de mise en place d'institutions sont encore plus difficiles car les espaces publics de discussion sont inexistantes ou fragiles.

La gouvernance à multiples niveaux est loin d'être entrée dans les usages. Elle n'intègre pas la société civile au-delà de la concertation et la traite comme un acteur faible.

La légitimité citoyenne, obtenue par des habitants organisés sur une base territoriale, entre parfois en collision avec la légitimité institutionnelle des autorités publiques. Il y a là un chaînon manquant pour des partenariats beaucoup plus coopératifs, tenant compte des engagements sociaux de chacun.

**Oui**, le rôle des représentants des autorités publiques est à redéfinir avec des mandats clairs et des retours aux électeurs. Les débats sur le fond sur des choix qui engagent l'avenir sont à inscrire dans les processus décisionnels. Les formes de représentation doivent inclure les démarches citoyennes car elles contribuent de fait à l'économie réelle et à la gouvernance territoriale. S'en priver, c'est s'appauvrir.

#### **4. Partir de l'économie réelle restructure l'activité et crée les emplois de demain**

Une économie remise à sa place est au service de l'intérêt général, c'est à dire à la fois du bien-être, de l'autonomie et de la liberté des êtres humains, ainsi que de la restauration des écosystèmes.

##### **Développer les entreprises du 21<sup>e</sup> siècle**

Des « sociétés qui coopèrent » produisent des formes d'organisations entrepreneuriales appropriées à leurs finalités. Elles contribuent à la reconstruction de cycles économiques locaux au bénéfice des communautés concernées. Comme le forum en témoigne amplement, on assiste aujourd'hui à une démultiplication des combinaisons de ressources, monétaires, publiques ou privées, et non monétaires par l'engagement social, l'investissement immatériel volontaire, le troc, l'entraide réciproque avec ou sans argent, etc. Les buts poursuivis sont d'obtenir des réponses plus complètes et durables aux besoins essentiels, ou bien d'expérimenter une transition résolument alternative aux modèles étatique et capitaliste. Pour desserrer l'étreinte du développement exogène, ces démarches se développent à grande vitesse, en volume d'activité, en chiffres d'affaires, en nombre d'exemples recensés. 5 000 monnaies complémentaires et régionales recensées dans le monde par exemple !

L'influence conjuguée de ces inventions socioéconomiques se mesure déjà dans une érosion de l'ensemble complexe de la macroéconomie.

**Oui**, même mises à rude épreuve par le durcissement des impacts d'une évolution de plus en plus irresponsable, ces démarches collectives, projets, outils, organisations de marchés alternatifs débouchent aujourd'hui sur de réelles opportunités de « **faire système** » au service d'une transformation radicale et nécessaire des fondamentaux.

##### **Prendre le chemin d'une prospérité fondée sur un développement en qualité c'est possible ...**

... dès lors que l'on admet que les grands gisements d'emplois se trouveront à l'avenir dans la capacité de répondre aux besoins essentiels de la vie quotidienne avec qualité, durabilité, solidarité et proximité. Répondre à ces besoins c'est restructurer l'emploi en fonction de ces opportunités et la volonté politique de marcher dans cette direction.

Concrètement, l'activité humaine mobilise des valeurs personnelles et professionnelles dans un ancrage territorial et une histoire sociale préexistante. Penser systémique et relié à partir des situations concrètes de créations d'activités, accompagne l'adaptation des rapports au travail, freine l'érosion des emplois, aide à la constitution de nouveaux marchés, de filières territorialisées de qualité, organise des circuits courts, crée des emplois sécurisés en temps partagé, consolide l'ancrage de coordinations internationales pour promouvoir ces nouvelles solutions, etc.

**Oui**, une partie de l'activité humaine est d'ores et déjà «démarchandisée»

**Oui**, le projet collectif de soutenir, créer et relier des activités utiles à nos sociétés, sur les plans écologique, économique et social, est en train de prendre forme. Il construit, chemin faisant, les modèles économiques viables et innovants de demain.

#### **5. S'associer pour faire sens, faire nombre et faire reculer l'arbitraire**

##### **Faire sens : Se faire les catalyseurs d'une méthode pour apprendre**

Dans un contexte inédit, il faut comprendre ce que l'on a appris pour porter des propositions ensemble. Échanger et agir solidairement entre organisations qui partagent des vues similaires est devenue une priorité. Croiser les intelligences pratiques et théoriques est un processus auto-transformant qui accroît le pouvoir d'action et de réplique concrète.

Mieux comprendre et mieux définir l'ancrage territorial des solidarités économiques locales et reliées est une stratégie pour réussir le basculement de prototypes confinés vers les conditions de la démocratisation en profondeur de l'économie et pour obtenir la reconnaissance politique, des moyens d'action à toutes les échelles des solutions, et transformer le cadre d'action lui-même.

**Faire nombre : c'est réunir les conditions d'un consensus robuste et fédérateur pour agir ensemble** entre le plus grand nombre des courants de pensée et d'action qui se reconnaissent du coopérativisme, de l'économie sociale, de l'économie solidaire, avec ceux du développement local ou communautaire durable, les mouvements de la transition et plus généralement ceux qui considèrent les coopérations comme la concrétisation de valeurs de solidarité et de citoyenneté pour faire évoluer les systèmes et sortir de la crise actuelle par le haut.

**Oui**, « faire pacte » c'est apprendre à devenir partenaire, se conforter mutuellement dans la légitimité et produire ensemble.

**Faire reculer l'arbitraire** : c'est tirer les enseignements de la mobilisation citoyenne dans la vie sociale des territoires, car elle est au fondement de tous les paliers d'une démocratie « complexe » : la gestion des problèmes du quotidien aussi bien que les conditions auxquelles se relier, de façon dynamique et différenciée, à l'économie mondialisée

**Oui**, à toutes les échelles des solutions, « faire pacte », c'est réaliser que l'union fait la force, que le partage fait grandir et que l'organisation fait l'efficacité.

### **Trois questions servent de fil conducteur aux interventions et aux débats de l'atelier Comment avancer ?**

1. Renforcer l'organisation de « sociétés qui coopèrent au niveau local » ; les relier entre elles pour s'entraider ; atteindre une masse critique capable d'influencer les cadres d'action et les décisions régionales, nationales et globales.

2. S'organiser aux différents paliers, articuler l'horizontal avec le vertical pour préparer les conditions d'une gouvernance territoriale démocratique du social, de l'économique et de l'écologique ; affirmer et augmenter la portée des solutions ; mutualiser et partager des outils et des méthodes transférables.

3. Progresser dans les 4 ans à venir pour inscrire le projet intercontinental du RIPESS dans l'agenda mondial et « bâtir l'économie sociale solidaire comme un modèle alternatif ».

**Rappelons que la finalité de l'atelier est de déboucher sur des propositions à traduire concrètement dans un programme de travail entre des organisations volontaires des divers continents, dans un agenda de 4 ans.**

Texte introductif préparé par Martine Theveniaut -P'actes Européens, RIPESS Europe, 4 octobre 2013

#### **Équipe d'animation**

Yvon Poirier (RIPESS Amérique du nord), Martine Theveniaut (RIPESS Europe), Françoise Wautiez (Socioeco.org). Les autres continents (Amérique latine, Afrique, Asie) n'ont pas désigné de représentants pour s'associer aux débats préparatoires du Thème n°2. Leurs points de vue sont moins donc moins bien renseignés, mais pas absents.

**60 contributions au total** : 15 en 3 langues (EN /ESP/FR) ; 13 en 2 langues (EN/FR) ; 20 (FR seulement) ; 7 (EN seulement) ; 1 ESP seulement et 3 associés EN ou FR.

*Un résumé de tous les posts est proposé en annexe, indiquant la ou les langues disponibles.*